

## **VERSEMENT MOBILITÉ : LE TRAIN EST EN MARCHÉ MAIS L'EXÉCUTIF RESTE À QUAI**

***Alors que le budget 2025 de l'État permet aux Régions de mobiliser un nouveau financement pour les transports, la majorité régionale a choisi de s'en priver. Une décision unilatérale et incompréhensible, freinant le développement des mobilités, en particulier dans les territoires ruraux et périurbains.***

"*Cette décision ouvre des horizons nouveaux pour la mobilité en milieu rural*" : M. Sautarel, sénateur du Cantal, conseiller régional Les Républicains, et président de la commission transports.

Cette citation aurait pu être la nôtre, tant il est primordial d'améliorer la qualité des services de transports, en particulier dans les zones rurales de notre région. Malheureusement, quand Laurent Wauquiez parle, la majorité plie.

**Alors que le budget de l'État 2025 permet l'instauration d'un nouveau *Versement Mobilité* en faveur des Régions, le président de la Région Fabrice Pannekoucke a annoncé, le 12 février, ne pas l'appliquer sur notre territoire.** Pourtant le sénateur du Cantal et conseiller régional du groupe Les Républicains, Stéphane Sautarel, a soutenu ce dispositif au sein de la Commission Mixte Paritaire dédiée au budget 2025. D'après lui, cette contribution des entreprises est d'ailleurs une demande des employeurs "*afin d'améliorer les conditions de travail des salariés*".

Mais alors, comment comprendre la décision de Fabrice Pannekoucke face à une proposition soutenue dans ses rangs ? Une incohérence qui illustre, une nouvelle fois, le manque d'ambition de la majorité régionale et l'absence de projet politique clair en soutien aux mobilités dans les territoires. **Ce choix est d'autant plus inquiétant qu'il ne résulte d'aucune décision démocratique mais d'une action unilatérale, privant la Région d'une source de financements importante pour le développement des transports en Auvergne-Rhône-Alpes et semble contraire à ce qu'annonçait Frédéric Aguilera, Vice-Président délégué aux transports, en commission le 6 février.**

Le recours au *Versement Mobilité* est pourtant essentiel. Pour les territoires urbains et périurbains, le déploiement des services express régionaux métropolitains (SERM) nécessite de mobiliser d'importants fonds qui auraient pu provenir, en partie, de ce dispositif. Dans une logique totalement contraire, Fabrice Pannekoucke en vient même à proposer de ponctionner sur le *Versement Mobilité* déjà existant, dont bénéficient les Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI).

La question est d'autant plus importante que cela aurait pu permettre de résorber des fractures majeures entre les territoires. Il est donc impensable, dans un souci d'égalité, de refuser des recettes qui bénéficieraient à l'ensemble des habitants de notre région.

***“Développer les transports publics au service des territoires périurbains et ruraux doit être une priorité du conseil régional et cela s’avère difficile sans solidarité, ni moyen supplémentaire. C’est pourtant l’impasse dans laquelle nous mène l’exécutif avec cette décision purement dogmatique.”*** conclut Cécile Michel, conseillère régionale du Rhône et co-présidente du groupe.